

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	9
SOMMAIRE	13
LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	15
INTRODUCTION	17
I. La force contraignante et le rapport d'obligation.....	18
II. La force contraignante du rapport d'obligation.....	24

PREMIÈRE PARTIE

LA DEFINITION DE LA FORCE CONTRAIGNANTE

TITRE I – L'assiette de la contrainte.....	37
CHAPITRE I – Le rapport d'obligation conventionnel	41
Section 1 – La volonté, source de droit.....	43
§ 1. Le fondement de la force obligatoire de l'accord de volonté.....	44
A. La consécration du principe du consensualisme.....	45
1. La justification du principe du consensualisme.....	45
2. La portée du principe du consensualisme.....	53
B. Le maintien à titre d'exception du formalisme	55
1. Les contrats solennels.....	56
2. Les contrats réels	59
§ 2. La portée de la force obligatoire de l'accord de volonté	63
A. L'impossible désengagement.....	64
1. La prohibition de principe de la résiliation unilatérale	64
2. L'exclusion de principe du droit de repentir.....	67
B. L'impossible révision.....	69
1. Le principe : le rejet de la théorie de l'imprévision	69
2. L'exception : l'admission restreinte d'une révision.....	76
Section 2 – La volonté, source d'un droit.....	78
§ 1. La notion d'effet obligatoire	79
A. La définition de l'effet obligatoire.....	79
B. La naissance de l'effet obligatoire.....	80
1. L'impossible validation de certains effets obligatoires.....	84
2. La naissance de l'effet obligatoire	87
§ 2. La portée de l'effet obligatoire	87
A. L'effet relatif du rapport contractuel	88
1. L'exposé du principe de l'effet relatif du rapport contractuel	91
2. Le corollaire du principe : l'opposabilité des contrats	95
B. L'effet absolu du rapport d'obligation.....	96
1. L'absence d'effet relatif du rapport d'obligation créé	96
2. La portée de l'effet absolu du rapport d'obligation créé.....	97

CHAPITRE II – Le rapport d'obligation non conventionnel.....	101
Section 1 Le rapport d'obligation né d'un fait personnel non dommageable	103
§ 1. La notion de quasi-contrat.....	103
A. La définition du quasi-contrat.....	104
1. Une notion de portée générale.....	104
2. Le fondement des quasi-contrats.....	105
B. Le fait générateur du quasi-contrat.....	106
1. Un fait purement volontaire de l'homme.....	107
2. L'engagement unilatéral de volonté.....	108
§ 2. L'effet obligatoire des quasi-contrats.....	111
A. La qualification du rapport d'obligation quasi-contractuel	112
1. Le critère de naissance du rapport d'obligation quasi-contractuel.....	112
2. La justification de l'appellation de quasi-contrat.....	113
B. La classification des rapports d'obligation quasi-contractuels.....	114
1. Le contrat apparent	115
2. L'apparence de contrat	120
Section 2 – Le rapport d'obligation né d'un fait personnel dommageable.....	121
§ 1. L'extension du champ d'application du rapport d'obligation délictuel ou quasi-délictuel	122
A. Le droit à réparation	122
1. L'étendue du droit à réparation	123
2. Les causes d'exonération.....	126
B. Les acteurs du droit à réparation.....	127
1. L'extension du cercle des personnes responsables.....	127
2. L'extension du cercle des personnes protégées.....	128
§ 2. Les facteurs d'extension du rapport d'obligation délictuelle ou quasi-délictuelle.....	132
A. La désignation du responsable	132
1. La recherche d'un responsable.....	132
2. La recherche du débiteur solvable.....	133
B. Les garanties d'indemnisation	135
1. Le mécanisme de l'assurance.....	135
2. Le mécanisme des Fonds de garantie.....	136
TITRE II – Les manifestations de la contrainte.....	139
CHAPITRE I – Le droit à l'exécution.....	141
Section 1 – La notion d'exécution forcée.....	141
§ 1. De la contrainte à la sanction	142
A. Le pouvoir de contrainte	142
1. L'évolution de la notion de contrainte.....	143
2. Le principe de la contrainte	147
B. La sanction.....	150
1. La notion de sanction.....	150
2. Le régime juridique de la sanction.....	157
§ 2. La définition de l'exécution forcée.....	162
A. La distinction entre exécution en nature et exécution par équivalent	162
1. Définition de l'exécution en nature et de l'exécution par équivalent.....	162

2.	Le critère de distinction entre exécution en nature et exécution par équivalent.....	165
B.	Le mécanisme de l'exécution par équivalent.....	167
1.	Les effets juridiques de l'exécution par équivalent.....	167
2.	La place de l'exécution par équivalent.....	169
Section 2 –	Le domaine de l'exécution forcée.....	171
§ 1.	Le principe de l'exécution forcée.....	171
A.	Le domaine d'application de l'exécution forcée en nature.....	171
1.	L'exécution forcée en nature de l'obligation de donner.....	172
2.	L'exécution forcée en nature des obligations de faire et de ne pas faire.....	175
B.	Le domaine d'application de l'exécution par équivalent.....	180
1.	La destruction aux dépens du débiteur.....	181
2.	L'exécution aux dépens du débiteur.....	181
§ 2.	Les obstacles à l'exécution forcée.....	183
A.	Les obstacles à l'exécution forcée en nature.....	183
1.	L'interdiction de toute contrainte physique.....	184
2.	La préservation de la volonté du débiteur.....	184
B.	Les obstacles à l'exécution forcée par équivalent.....	188
1.	Obstacle tenant à la personne du débiteur.....	188
2.	Obstacle tenant à l'objet de la prestation.....	189
CHAPITRE II –	Le droit de l'exécution.....	191
Section 1 –	Les conditions de l'exécution forcée.....	191
§ 1.	Le refus d'exécution du rapport d'obligation par le débiteur.....	191
A.	Un critère objectif : les caractères de la créance.....	191
1.	L'existence de la créance.....	191
2.	Une créance constatée par un titre exécutoire.....	193
B.	Un critère subjectif : l'absence de volonté d'exécution.....	194
1.	La détermination du refus d'exécution.....	195
2.	Les conséquences du refus d'exécution.....	198
§ 2.	Le choix de la procédure d'exécution forcée par le créancier.....	200
A.	Option entre exécution forcée et résolution.....	200
1.	L'existence d'une option.....	200
2.	Le contrôle de l'option.....	204
B.	Articulation entre exécution en nature et exécution par équivalent.....	210
1.	L'exécution en nature, conséquence de la force contraignante.....	211
2.	Le choix contrôlé de l'exécution par équivalent.....	211
Section 2 –	Le régime de l'exécution forcée.....	212
§. 1	Les mesures de contrainte.....	213
A.	L'astreinte.....	214
1.	Le prononcé de l'astreinte.....	219
2.	L'efficacité du mécanisme de l'astreinte.....	222
B.	Les injonctions.....	222
1.	L'injonction de faire.....	225
2.	Les injonctions de payer et de livrer.....	227
§ 2.	Les mesures d'exécution.....	227
A.	Définition des mesures d'exécution en nature.....	228
1.	Caractères des mesures d'exécution en nature.....	228
2.	Objet des mesures d'exécution en nature.....	230
B.	Typologie des mesures d'exécution en nature.....	

- 1. L'appréhension 230
- 2. Les mesures d'expulsion 233

SECONDE PARTIE

LES DEGRÉS DE LA FORCE CONTRAIGNANTE

TITRE I – L'atténuation de la force contraignante	241
CHAPITRE I – La suspension de l'exécution	245
Section 1 – Le principe de suspension	249
§ 1. La suspension de l'obligation d'exécuter	250
A. Le refus d'exécuter	250
1. Les conditions d'application de l'exception d'inexécution	252
2. Le contrôle de l'application de l'exception d'inexécution	256
B. L'empêchement temporaire d'exécution	257
1. L'empêchement, cause de suspension d'exécution	258
2. L'effet exonératoire de l'empêchement	260
§ 2. La suspension du droit à l'exécution	262
A. La qualification des délais de suspension	263
1. La définition de l'exigibilité	263
2. L'incidence de l'octroi d'un délai	267
B. La classification des délais de suspension	270
1. Les délais opérant une suspension du droit d'exiger	272
2. Les délais opérant une suspension du droit d'agir	276
Section 2 – Le dénouement de la période de suspension	292
§ 1. La restauration de la force contraignante	292
A. La permanence du rapport d'obligation	292
1. La protection du rapport d'obligation	292
2. Le maintien des effets de l'exigibilité	292
B. La fin de la période de suspension	294
1. L'écoulement des délais	294
2. L'amélioration de la situation du débiteur	297
§ 2. Les effets de la restauration de la force contraignante	297
A. Le principe : la reprise de l'exécution	297
1. La validité de principe du paiement	298
2. Les interdictions de payer	299
B. Les limites : l'échec de la suspension	301
CHAPITRE II – La suppression de l'exécution	303
Section 1 – Les causes de suppression	303
§ 1. La disparition de l'obligation d'exécuter	303
A. Les clauses d'extinction de l'obligation prévues par le Code civil	299
1. La perte de la chose	304
2. La prescription	305
B. Les autres causes d'extinction de l'obligation	308
1. Les remises accordées dans le cadre d'une procédure collective	309
2. Les remises imposées dans le cadre du traitement juridique de l'endettement	310
§ 2. La disparition du droit à l'exécution	314
A. L'extinction du droit d'exiger	314
1. Le défaut de déclaration des créances	314

2.	L'effacement de la créance.....	321
B.	L'interdiction définitive d'agir	325
1.	La protection du débiteur.....	325
2.	La sanction du créancier.....	329
Section 2 –	Les effets de la suppression.....	331
§ 1.	La perte de la force contraignante.....	331
A.	Une dispense d'exécution de principe.....	332
B.	Une dispense d'exécution limitée.....	332
1.	La déchéance de la dispense d'exécuter.....	333
2.	La caducité de la dispense d'exécuter.....	335
§ 2.	La portée de la perte de la force contraignante.....	339
A.	La survie d'une obligation naturelle.....	339
1.	Le maintien d'une obligation naturelle après disparition du droit à l'exécution.....	339
2.	Le maintien d'un devoir moral après disparition de l'obligation d'exécuter.....	342
B.	L'engagement éventuel de la responsabilité.....	343
TITRE II –	La consolidation de la force contraignante.....	347
CHAPITRE I –	Le renforcement de l'exécution.....	349
Section 1 –	L'extension du droit à l'exécution.....	352
§ 1.	L'aménagement du rapport d'obligation.....	353
A.	Les garanties d'exécution face à une pluralité de débiteurs.....	353
1.	L'indivisibilité de l'objet de l'obligation.....	354
2.	L'indivisibilité du paiement de l'obligation.....	357
B.	Les garanties d'exécution par une pluralité de débiteurs.....	359
1.	Des rapports de droit entre les codébiteurs : l'obligation solidaire.....	360
2.	Des rapports de fait entre les codébiteurs in solidum.....	365
§ 2.	L'adjonction d'un rapport d'obligation.....	367
A.	l'objet du rapport d'obligation adjoint.....	367
1.	L'engagement d'exécuter une obligation.....	368
2.	L'engagement de garantir l'exécution de l'obligation due par le débiteur.....	372
B.	La portée du rapport d'obligation adjoint.....	377
1.	La portée du caractère accessoire ou autonome du rapport d'obligation adjoint.....	377
2.	L'autonomie des droits d'agir.....	385
Section 2 –	La circulation de l'obligation d'exécuter.....	388
§ 1.	Le transfert du rapport d'obligation.....	388
A.	La garantie résultant d'une cession de créance.....	389
1.	Les caractères de la cession fiduciaire de créance.....	391
2.	Les effets de la cession fiduciaire de créance.....	392
B.	La garantie résultant d'une cession de dette.....	393
1.	Les conditions de validité de la cession de dette.....	395
2.	Le défaut de libération : la reprise cumulative de dette.....	396
§ 2.	Le transfert du rapport contractuel.....	397
A.	La validité de la cession du rapport contractuel.....	397
1.	La notion de cession de contrat.....	399
2.	Les conditions de validité de la cession de contrat.....	402
B.	Le rôle de garantie de la cession du rapport contractuel.....	402

1. Le cessionnaire, tenu de l'exécution des rapports d'obligation nés	402
2. Le cédant, tenu de l'exécution des rapports d'obligation à naître	403
CHAPITRE II – L'affermissement de l'exécution	405
Section 1 – La réalisation de l'obligation d'exécuter	405
§ 1. Une exécution prioritaire	405
A. Une incitation à l'exécution	406
1. Le retard du transfert de propriété	406
2. La rétention d'une chose	411
B. Une exécution privilégiée	415
1. l'importance de la nature du droit	416
2. L'importance de la qualité de la créance : les privilèges	418
§ 2. Une exécution immédiate	422
A. Un paiement automatique	422
1. Les conditions de la compensation	423
2. Les effets de la compensation	427
B. Un paiement simplifié	430
1. L'action directe	430
2. Le paiement direct	434
Section 2 – La protection du droit à l'exécution	437
§ 1. La reconstitution du patrimoine du débiteur	438
A. La sanction de la négligence du débiteur : l'action oblique	438
1. Le champ d'application de l'action oblique	438
2. La portée de l'action oblique	440
B. La sanction du débiteur : les nullités de la période suspecte	441
1. La nature de la sanction	441
2. Le champ d'application de la nullité	443
§ 2. La préservation du patrimoine du débiteur	444
A. La notion de mesure conservatoire	445
1. La consistance de la créance	445
2. Les circonstances de recouvrement de la créance	446
B. Les effets des mesures conservatoires	446
1. L'effet comminatoire des mesures conservatoires	447
2. L'effet provisoire des mesures conservatoires	448
CONCLUSION GÉNÉRALE	451
Bibliographie générale	453
Index alphabétique	523
Table des matières	531